Frédérique de LA MORENA (dir.), *Laïcité : une question de frontière(s)*

Paris, LexisNexis, 2019

Thomas M'Saïdié

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdr/1338>

DOI : 10.4000/rdr.1338

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 16 novembre 2020

Pagination : 212-214

ISBN : 979-10-344-0073-7

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Thomas M'Saïdié, « Frédérique de LA MORENA (dir.), *Laïcité : une question de frontière(s)* », *Revue du droit des religions* [En ligne], 10 | 2020, mis en ligne le 16 novembre 2020, consulté le 05 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/1338> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.1338>

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2022.

La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

Frédérique de LA MORENA (dir.), *Laïcité : une question de frontière(s)*

Paris, LexisNexis, 2019

Thomas M'Saïdié

RÉFÉRENCE

Frédérique de LA MORENA (dir.), *Laïcité : une question de frontière(s)*, Paris, LexisNexis, 2019, 199 p.

- 1 Le présent ouvrage collectif, dirigé par Frédérique de La Morena, membre du Conseil des sages de la laïcité, maître de conférences en droit public, constituant une œuvre de riches réflexions et informations, offre un panorama complet des frontières de la laïcité. Question particulièrement brûlante, la laïcité, dont le sens a été clarifié par le Conseil constitutionnel dans la décision n° 2012-297 QPC du 21 février 2013, emporte des effets aussi bien dans la sphère privée (p. 109 et s.) que dans la sphère publique (p. 188).
- 2 « La laïcité, pierre angulaire du pacte républicain, repose sur trois valeurs indissociables : liberté de conscience, égalité en droit des options spirituelles et religieuses, neutralité du pouvoir politique¹. » Le travail louable des auteurs qui ont contribué à cet ouvrage collectif est à certains égards d'une extrême utilité, en ce qu'il propose de questionner les origines de la laïcité (p. 8 et s.), tout en déterminant son identité propre, son mode original authentique. D'un combat historique (p. 26), la laïcité est devenue un combat plus actuel, soit afin d'en garantir le respect, la survie face à d'autres normes, d'autres principes (voir notamment le principe de non-discrimination), soit afin d'en limiter la dénaturation, voire la mésinterprétation.
- 3 De manière générale, la laïcité, un concept aux contours imprécis dont l'application est délicate², marque l'indépendance de l'État vis-à-vis de tout type de religion. Une « laïcité intégrale » chère à Émile Combes doit impliquer une neutralité stricte, une séparation rigide entre l'État et les confessions religieuses³. René Viviani, lors de son

discours pour le moins virulent prononcé à la Chambre des députés, le 8 novembre 1906, estimait que la neutralité de l'État « fut toujours un mensonge » nécessaire. Partant, l'on pourrait considérer que la neutralité est donc consubstantielle à la laïcité. Le service public local se doit par conséquent d'être neutre, cela d'autant plus qu'il est perçu comme le terrain privilégié de la laïcité (p. 84). Aussi, le principe de laïcité et le principe de neutralité, ainsi que l'a rappelé la cour administrative d'appel de Lyon, dans l'arrêt *Commune de Chalon-sur-Saône* (CAA Lyon, 23 oct. 2018, n^{os} 17LY03323 et 17LY03328) n'empêchent pas qu'un service public local facultatif de restauration puisse prévoir un menu différent en liaison avec les convictions religieuses, philosophiques des usagers, pour le peu qu'aucune nécessité en rapport avec son organisation ou son fonctionnement n'en compromette la réalisation.

- 4 Du côté de l'outre-mer, l'idée d'une « laïcité-combat » n'arrive pas à résister au particularisme local, au nom duquel le Conseil constitutionnel a validé en 2013 la constitutionnalité du régime concordataire, sans que celui-ci ne soit tout à fait conforme à la Constitution. Notion souvent mal interprétée, la laïcité tolère donc des dérogations commandées par les spécificités de certains territoires ultra-marins. Sur cet aspect et bien d'autres, le présent ouvrage offre une vision particulièrement fine de la réalité des outre-mer, comparativement à la Métropole, exception faite toutefois de l'Alsace et de la Moselle (p. 63 et s.).
- 5 Du côté des universités, la laïcité, de par ses implications, peut trouver à s'appliquer (p. 144), ne serait-ce que conformément à l'article L. 141-6 du Code de l'éducation, aux termes duquel « le service public de l'enseignement supérieur est laïque et indépendant de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique ». Son épanouissement demeure plus problématique que sur le terrain de l'enseignement secondaire où les contours sont davantage précisés.
- 6 Si les frontières de la laïcité sont nombreuses et paraissent souvent poreuses, n'empêchant pas complètement celle-ci de s'épanouir, il existe une frontière où le franchissement de la laïcité peut susciter l'étonnement. Il s'agit du domaine militaire. Pourtant, « une laïcité militaire » (p. 165) trouve des justifications historiques anciennes, mises en exergue dans le présent ouvrage. Si les opinions, les croyances demeurent libres au sein de l'armée, elles ne sauraient être « exprimées qu'en dehors du service et avec la réserve exigée par l'état militaire », peut-on lire à l'article L. 4121-2 du Code de la défense.
- 7 La laïcité franchit également non sans difficulté les frontières hospitalières, où son application découle du respect du principe de neutralité, qui lui-même constitue le corollaire du principe d'égalité (voir la décision du Conseil constitutionnel n° 86-217 DC du 18 septembre 1986, cons.15). Son application rigide dans ce milieu pourrait apparaître comme une « réponse » (p. 176) aux nombreuses difficultés rencontrées par le personnel hospitalier, au premier rang desquelles se trouvent les revendications des patients, en fonction de leur croyance religieuse. Les nombreuses interrogations que soulèvent les frontières de la laïcité dans le milieu hospitalier, « frontières entre les agents du service public et les usagers, entre les espaces publics et les espaces privés à l'hôpital, entre établissements publics et privés, frontières entre la liberté religieuse et le respect de l'intégrité du corps humain, entre la laïcité et le consentement aux soins » (p. 177), trouvent un éclairage dans cette œuvre passionnante, plongeant le lecteur dans les voies méandriques de la laïcité.

NOTES

1. V. le rapport de la Commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la République, remis au Président de la République en 2013, p. 9.
 2. Il suffit de voir les récurrents débats sur le port du voile à l'école et dans les établissements publics, et maintenant dans les établissements privés, notamment à travers la récente affaire de la crèche Baby Loup dans laquelle une salariée voilée a été licenciée.
 3. Paradoxalement à son combat pour la séparation de l'Église et de l'État, Émile Combes était favorable au maintien du régime concordataire. Il l'avait d'ailleurs clairement prononcé dans sa déclaration ministérielle lors de son arrivée au pouvoir.
-

AUTEURS

THOMAS M'SAÏDIÉ

Maître de conférences en droit public, Université de Perpignan Via Domitia, Centre du droit économique et du développement (CDED)